

Règlement de la Consultation (RC)

PHASE CANDIDATURE

Procédure n° RP&I_2020
Appui aux relations parlementaires et institutionnelles
2021-2025



**DATE ET HEURE LIMITES
DE REMISE DES CANDIDATURES :**
le 18 février 2021 à 12h00

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

IRSN
31 Avenue de la Division Leclerc,
92 260 Fontenay-Aux-Roses

Adresse internet : <https://www.irsn.fr/FR/Pages/Home.aspx>

Profil acheteur du pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3.	FORME DE L'ACCORD-CADRE ET MODE DE PASSATION.....	4
ARTICLE 4.	ETENDUE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 5.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 6.	ALLOTISSEMENT ET TRANCHES.....	6
ARTICLE 7.	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	6
ARTICLE 8.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) PHASE CANDIDATURE	6
ARTICLE 9.	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE.....	7
ARTICLE 10.	CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES	9
ARTICLE 11.	CONTENU DES CANDIDATURES.....	9
ARTICLE 12.	EXAMEN ET SELECTION DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 13.	METHODOLOGIE DE NOTATION DES CANDIDATURES	12
ARTICLE 14.	MODIFICATION DU DCE.....	13
ARTICLE 15.	SUITE DE LA PROCEDURE AVEC NEGOCIATION – PHASE OFFRE	13
ARTICLE 16.	PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU	14
ARTICLE 17.	SIGNATURE PAR LE TITULAIRE D'UNE OFFRE REMISE ELECTRONIQUEMENT.....	15
ARTICLE 18.	NOTIFICATION	15
ARTICLE 19.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	15
ARTICLE 20.	MODALITES DE RECOURS	16

ARTICLE 21.	VOIES DE RECOURS	16
ARTICLE 22.	ANNEXES AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	16

CE DOCUMENT RELATIF A LA PHASE CANDIDATURE DE L'ACCORD-CADRE RP&I
DECRIE LE DEROULEMENT DE CETTE PREMIERE PHASE
ET EXPLIQUE AUX OPERATEURS ECONOMIQUES COMMENT SE PORTER CANDIDAT A LA CONSULTATION

- A LIRE ATTENTIVEMENT -

LA SIGNATURE DES DOCUMENTS N'EST PAS OBLIGATOIRE POUR LA REMISE DES PLIS

ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

INSTITUT DE RADIOPROTECTION ET DE SURETE NUCLEAIRE (IRSN)
31 avenue de la Division Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses

Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), dont les missions et l'organisation sont définies par le Code de l'environnement.

Représenté par Monsieur Jean-Christophe NIEL, Directeur Général, désigné représentant de l'établissement par décret du 20 avril 2016, publié au J.O.R.F. du 22 avril 2016

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre a pour objet un appui aux relations parlementaires et institutionnelles 2021-2025 de l'IRSN.

Les spécifications techniques des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et concernent notamment de la veille institutionnelle 360°, du conseil stratégique personnalisé en continu, de la communication et organisation d'événements, ainsi que de l'information et valorisation en interne IRSN.

Code(s) CPV	79416200-5 Conseil en relations publiques
Code(s) article(s) IRSN	ETU_010 Etudes, Ingénierie - Conseil en entreprise

ARTICLE 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE ET MODE DE PASSATION

3.1 FORME DE L'ACCORD-CADRE

En application de l'article R2162-2 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre composite (en partie un marché ordinaire concernant la partie forfaitaire du marché, et en partie un accord-cadre à bons de commande) mono attributaire (article L2125-1.1°) exécuté par l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, les ordres de service émis par l'IRSN valent bons de commande et sont notifiés par l'IRSN au titulaire au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est conclu sans minimum en valeur ou en quantité, et avec un montant maximum correspondant à 1.000.000,00 € HT, sur sa durée maximale d'exécution.

3.2 MODE DE PASSATION

Compte tenu de ses caractéristiques, le présent marché de services est passé :

- sous le régime de la **procédure avec négociation** telle que définie aux articles R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique,

- avec des modalités de mise en concurrence conformes aux dispositions du 2° de l'article R2131-16 du Code de la commande publique : publication d'un avis de marché au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), au BOAMP (publicité complémentaire) et sur le profil acheteur, dont l'adresse est :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Justification du recours à la procédure avec négociation

Le recours par l'IRSN à la procédure avec négociation, à savoir une procédure passée après publicité et mise en concurrence préalables, est motivé par la complexité opérationnelle, technique et financière liée aux spécifications fonctionnelles du marché.

Bien que définies dans le cahier des clauses techniques particulières (objectifs, messages, cibles notamment), les spécifications ne peuvent l'être avec une précision suffisante pour permettre le recours à l'appel d'offres ouvert ou restreint dans la mesure où dans un souci d'efficacité technique et économique il apparaît plus opportun que les soumissionnaires soient à l'initiative de la déclinaison opérationnelle des besoins, appropriée à la situation et au contexte de l'IRSN ; le contenu des offres faisant l'objet dans le cadre de cette procédure d'une négociation technique et financière afin d'en optimiser tous les aspects et d'assurer une mise en concurrence respectant les grands principes de la commande publique.

Etant précisé, qu'en cours d'exécution des prestations, la nécessité de prévoir une possible évolution du contenu de l'offre du titulaire tant sur des aspects techniques que financiers, a été prise en compte par le biais de la mise en place d'une clause de réexamen (cf article 9 du CCAP).

Phasage de la procédure avec négociation	
Etape n°1	Publication d'un avis de marché au JOUE et au BOAMP, afin que les opérateurs économiques intéressés puissent déposer leur candidature sur la base des informations mentionnées dans le DCE de la phase candidature (présente étape)
Etape n°2	Réception et sélection qualitative des candidats
Etape n°3	Invitation à remettre une offre adressée aux candidats sélectionnés, et transmission du DCE de la phase offre
Etape n°4	Analyse et classement des offres initiales, puis engagement des négociations
Etape n°5	Fin des négociations, invitation à remettre une offre finale
Etape n°6	Attribution du marché après évaluation et classement des offres finales

ARTICLE 4. ETENDUE DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution des prestations et les spécifications techniques sont détaillées respectivement dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification au titulaire.

L'exécution des prestations débutera le 1^{er} jour ouvré du mois qui suit la date de notification, sauf si la date de notification du marché intervient le 1^{er} jour ouvré d'un mois, auquel cas la date de notification correspondra également à la date de démarrage d'exécution des prestations.

Le marché est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans, reconductible tacitement deux (2) fois pour une période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. La durée d'exécution du marché s'applique à compter de la date de démarrage d'exécution des prestations.

En cas de non reconduction, l'IRSN notifie sa décision au titulaire par voie électronique au plus tard deux (2) mois avant la date de fin d'exécution de la période concernée.

Le titulaire sera tenu de respecter ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité notamment.

ARTICLE 6. ALLOTISSEMENT ET TRANCHES

6.1 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L2113-10 du Code de la commande publique dans la mesure où l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes ; et qu'en outre, le marché global permet la massification du besoin, et un suivi efficient d'exécution des prestations.

6.2 TRANCHES

Le présent marché ne comporte pas de tranches optionnelles, au sens de l'article R2113-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 7. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

7.1 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

7.2 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

ARTICLE 8. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) PHASE CANDIDATURE

Le DCE de la phase candidature, mis à disposition des candidats sur le profil acheteur PLACE de l'IRSN, comprend les documents suivants :

1. Le présent Règlement de la Consultation (RC) de la phase candidature, et son annexe,

2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, et les documents associés,
4. Le DC1 et le DC2 pré-remplis (*pour les soumissionnaires déposant les candidatures en mode standard*)

Obtention du dossier de consultation

Le dossier est exclusivement disponible par téléchargement gratuit via PLACE, accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents, il est nécessaire de disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : doc ; open office ; xls ; pdf.

Bien que non obligatoire, il est fortement conseillé aux opérateurs économiques souhaitant répondre à la consultation de s'inscrire sur la plateforme de dématérialisation.

Faute de quoi, les alertes automatiquement générées par la plateforme relatives aux modifications et précisions éventuelles apportées au DCE, ainsi qu'aux diverses correspondances entre l'IRSN et les soumissionnaires ne pourront être portées à votre connaissance. Le candidat devra prendre toutes les mesures nécessaires pour être informé des modifications et/ou précisions qui seraient apportées ultérieurement au cours de la procédure, et être destinataire des correspondances.

ARTICLE 9. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou groupées conformément aux dispositions de l'article R2142-19 du Code de la commande publique, ou recourir à la sous-traitance conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Les candidats doivent remettre une candidature présentant de façon explicite et détaillée les membres du groupement momentané d'entreprises, et peuvent présenter dès les phases candidature et offre les éventuels sous-traitants.

9.1 GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES (GME)

Le GME est un accord momentané, pour une durée déterminée correspondant à la durée d'exécution du marché, entre plusieurs opérateurs économiques visant à élaborer une offre commune en réponse à la présente procédure.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-20 du Code de la commande publique, le GME est :

- 1° **Conjoint** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- 2° **Solidaire** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Aucune forme juridique déterminée pour le GME de groupement n'est imposée pour la présentation d'une candidature ou d'une offre, toutefois l'IRSN se réserve la possibilité d'exiger que le GME adopte une forme juridique déterminée après l'attribution du marché dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution. **Cette exigence sera déterminée et justifiée dans le RC de la phase offre, le cas échéant.**

Un même candidat ne peut agir à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements,

- en qualité de mandataire de plus d'un groupement.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'IRSN, et coordonne les prestations des membres du GME.

Il est rappelé que l'appréciation des capacités d'un GME est globale, qu'il n'est pas exigé que chaque membre du groupement la totalité des capacités requises pour exécuter le marché, que la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf dans les cas prévus par l'article R2142-26 du Code de la commande publique.

Dans le cadre de l'exécution du marché, et conformément à l'article R2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'IRSN.

9.2 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L2193-2 du Code de la commande publique, la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et **sous sa responsabilité**, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'IRSN.

Le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché.

Les candidats peuvent recourir à la sous-traitance, et en présenter les modalités :

- lors de la procédure de passation du marché (phases candidature et offre),
- et/ou tout au long de l'exécution du marché,

à condition de l'avoir déclarée à l'IRSN, et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de la candidature ou de l'offre, le soumissionnaire identifie les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel, et fournit à l'IRSN :

- le formulaire DC4 Déclaration de sous-traitance (comportant notamment la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie (formulaires DC1 et DC2),
- les autres documents mentionnés à l'article 11 du présent RC,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique,

Conformément à l'article R2193-2 du Code de la commande publique, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est rappelé que la communication par le titulaire du contrat de sous-traitant sur simple demande de l'IRSN est une obligation posée par l'article L2193-7 du Code de la commande publique.


Le formulaire DC4 est téléchargeable à l'adresse suivante :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 10. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

10.1 DATES ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES

Le 18 février 2021 à 12h00

10.2 MODALITES DE DEPOT DES CANDIDATURES

	<p>Conformément aux articles L2132-2 et R2132-7 du Code de la commande publique, <u>l'IRSN impose la transmission par voie électronique des candidatures dans un premier temps (présente phase de la procédure), puis des offres dans un second temps (phase qui suivra pour les entreprises qui seront sélectionnées à l'issue de la phase candidature)</u></p> <p>La remise des plis par voie électronique s'effectue exclusivement à l'adresse suivante : https://www.marches-publics.gouv.fr/</p>
---	--

Par conséquent, chaque candidat dépose sa candidature selon les modalités décrites à l'annexe 1 du présent RC.

ARTICLE 11. CONTENU DES CANDIDATURES

Le contenu de la candidature à transmettre est détaillé ci-dessous, et varie selon le mode de dépôt de la candidature retenu par le soumissionnaire.

PIECES DE LA CANDIDATURE		
MODES DE DEPOT DE LA CANDIDATURE	Formulaire DUME OE	<p>Formulaire DUME OE à compléter :</p> <p>a. soit directement en ligne sur PLACE,</p> <p>b. soit fournir un DUME en pièce libre (chorus pro, ou site de la commission européenne)</p>
	Candidature standard (hors DUME OE)	<p>a. Le formulaire DC1 intitulé « Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses co-traitants » ou équivalent Ce document est à renseigner par le candidat individuel ou, sous forme d'un document unique pour le groupement momentané d'entreprises (imprimé DC 1 ou équivalent)</p> <p>b. Le formulaire DC2 intitulé « Déclaration du candidat ou du membre du groupement » ou équivalent Ce document est à renseigner par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chaque membre du groupement (imprimé DC 2 ou équivalent)</p> <p>c. Une déclaration sur l'honneur, pour chaque candidat individuel ou membre d'un groupement, dûment signée pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 du</p>

		<p>code de la commande publique (si elle n'est pas donnée dans le cadre du formulaire DC1)</p> <p>d. La copie du justificatif du pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat individuel ou le membre de groupement</p> <p>e. La déclaration de sous-traitance (formulaire DC 4), le cas échéant</p> <p>Les formulaires DC1, DC2, DC4 peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics</p>
<p>Pour apprécier la capacité générale de votre entreprise, le candidat devra COMPLETER sa candidature par les documents ou renseignements suivants (candidature DUME OE ou hors DUME OE) :</p>		
<p><u>** pour justifier de ses capacités techniques et professionnelles :</u></p>		<ul style="list-style-type: none"> • Une présentation générale de la société candidate (et de ses éventuels cotraitants/sous-traitants), exposant les moyens humains (organisation de la société, effectifs de la structure, personnel d'encadrement), ainsi qu'une présentation des moyens techniques ou équipements dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature, • Une présentation des principales prestations similaires significatives effectuées par le candidat (et ses éventuels cotraitants, sous-traitants) sur les trois derniers exercices, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, la période, et le lieu d'exécution des prestations, • Une présentation des mesures mises en œuvre pour garantir le respect de l'éthique et des règles de déontologies, ainsi que la protection des données à caractère personnel
<p><u>** pour justifier de sa capacité économique et financière :</u></p>		<ul style="list-style-type: none"> • Le chiffre d'affaires global, ainsi que la part du chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles, • Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire et du ou des jugements prévoyant la mise en place d'un plan de redressement de l'entreprise, • La déclaration appropriée des banques, le cas échéant, • Les résultats de l'entreprise, mentionnés dans les bilans ou comptes de résultats notamment, sur les trois dernières années
<p><u>** pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle :</u></p>		<ul style="list-style-type: none"> • Une attestation d'assurance en cours de validité • La preuve de l'inscription sur le registre dédié de la HATVP, ou équivalent (n° d'identification dans le registre, et date d'inscription), ou de la demande d'inscription (récépissé, et date de la demande)*, • La déclaration annuelle 2019 effectuée auprès de la HATVP, contenant les informations rendues publiques*,

	<p><i>* Ces deux justificatifs permettent de justifier de l'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle relative à la représentation d'intérêts dans la mesure où ils relèvent des obligations déclaratives issues de la loi du 9 décembre 2016.</i></p>
--	--

En cas de groupement, chaque cotraitant devra produire l'ensemble des pièces demandées ci-dessus, à l'exception de la lettre de candidature (DC1) qui reste unique pour le groupement et que chaque membre du groupement aura pris soin de renseigner.

En cas de sous-traitance pour la réalisation des prestations, les candidats doivent joindre pour chacun des sous-traitants, de manière complémentaire aux documents demandés ci-dessus, la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4).

Les candidatures et les offres devront être rédigées en langue française.

Les candidatures sont transmises en une seule fois et le dépôt de candidatures successives est à proscrire. Toutefois, si plusieurs candidatures sont successivement déposées par un même candidat, l'IRSN ouvrira la dernière candidature déposée par voie électronique dans les délais impartis.

ARTICLE 12. EXAMEN ET SELECTION DES CANDIDATURES

12.1 EXAMEN DES CANDIDATURES

Le nombre de candidats admis à soumissionner au titre de la phase offre ne pourra pas être inférieur à trois (3) et supérieur à cinq (5), sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures reçues, présentant les garanties et capacités suffisantes, répondant aux exigences formulées dans le CCTP, et comportant de réelles chances de remporter le marché. Les candidatures classées en 4^{ème} et 5^{ème} position ne pourront en outre être admises à soumissionner qu'en cas d'un écart maximal d'un point (sur une note globale de 5 points) par rapport à la candidature classée en 3^{ème} position.

Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre minimum ci-dessus mentionné, l'IRSN peut en application de l'article R2142-18 poursuivre la procédure avec ces candidats.

Préalablement à l'examen et la sélection des candidatures, si l'IRSN constate que des pièces visées à l'article 11 du présent RC sont manquantes ou incomplètes, celui-ci peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique à tous les candidats.

Les modalités de vérification des conditions de participation sont celles fixées aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

12.2 CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques, professionnelles, économiques et financières suffisantes, ne seront pas admises.

Les garanties susmentionnées et les capacités des candidatures admises seront appréciées notamment selon les critères de jugement des candidatures suivants :

CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	Pondération	Eléments d'appréciation
CRITERE 1 : Capacités techniques et professionnelles	80 %	<ul style="list-style-type: none"> Moyenne au cours des 3 dernières années (2017/2018/2019) du nombre de collaborateurs dédiés à l'activité affaires publiques et relations institutionnelles Moyenne au cours des 3 dernières années (2017/2018/2019) du nombre de clients en affaires publiques et relations institutionnelles Moyenne au cours des 3 dernières années (2017/2018/2019) du nombre d'actions de présentation d'intérêts effectuées, ainsi que des moyens alloués Adéquation des références professionnelles et de l'expérience acquise sur des marchés de même nature et dans domaines d'activités similaires Pertinence des mesures mises en œuvre dans le cadre du sous-critère 1.3 (politique interne, engagements, adhésion à des associations et participation à leurs travaux, signature de chartes,....)
Sous-critère 1.1 : Présentation générale de la société candidate	35 %	
Sous-critère 1.2 : Principales prestations similaires significatives	35 %	
Sous-critère 1.3 : Mesures mises en œuvre pour garantir le respect de l'éthique et des règles de déontologies, ainsi que la protection des données à caractère personnel	30 %	
CRITERE 2 : Capacités économique et financière	20 %	<ul style="list-style-type: none"> Chiffres d'affaires (CA) des trois (3) dernières années Part du chiffre d'affaires propre aux affaires publiques et relations institutionnelles Note préface (ou à défaut de note Préface, les résultats de l'entreprise et l'évolution de son CA)

ARTICLE 13. METHODOLOGIE DE NOTATION DES CANDIDATURES

Les critères et sous-critères permettant d'évaluer la capacité des candidatures sont jugés sur 5 points, les notes étant attribuées selon le barème suivant :

⑤	<p><u>Excellentes capacités</u></p> <p>Les éléments de la candidature fournis répondent parfaitement à la demande, sans tomber dans le surdimensionnement. Le dossier de candidature remis offre toutes les garanties et capacités suffisantes, est présenté de manière claire, précise et détaillée et offre de nombreux avantages particuliers ou un avantage prépondérant.</p>
④	<p><u>Très bonnes capacités</u></p> <p>Les éléments de la candidature fournis répondent précisément et correctement à la demande, offrent de nombreuses garanties quant aux capacités de l'opérateur économique et présentent plusieurs avantages particuliers.</p>
③	<p><u>Bonnes capacités</u></p> <p>Les éléments de la candidature fournis répondent correctement à la demande en présentant au moins un avantage particulier.</p>
②	<p><u>Capacités incertaines</u></p> <p>Les éléments de la candidature fournis semblent répondre <i>a minima</i> à la demande mais ne présente aucun avantage particulier.</p>
①	<p><u>Capacités manifestement insuffisantes</u></p> <p>Les éléments de la candidature fournis sont insuffisants, trop lacunaire et/ou se limite à la fourniture de brochures commerciales sans apporter une réponse claire et suffisamment précise. Ou, les éléments de la candidature fournis traduisent un sous-dimensionnement manifeste de l'opérateur économique par rapport à la demande</p>
①	<p>Réponse non conforme, incomplète ou sans rapport avec la demande</p> <p>Les éléments de la candidature demandés ne sont pas fournis ou ne répondent pas à la demande</p>

La note globale N(g) de la candidature sur **5 points** sera obtenue par application de la formule suivante :

N(g) candidature = note critère 1 pondérée + note critère 2 pondérée

ARTICLE 14. MODIFICATION DU DCE

En application de l'article R2132-6 du Code de la commande publique, l'IRSN se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des modifications de détail au DCE. Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié.

Si, pendant l'étude du DCE, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 15. SUITE DE LA PROCEDURE AVEC NEGOCIATION - PHASE OFFRE

L'invitation à déposer une offre sera adressée par voie électronique via PLACE au nombre de candidats, mentionné à l'article 12.1 du présent RC, afin qu'ils retirent sur la plateforme le DCE de la phase offre, selon les modalités fixées aux articles R2144-8 et R2144-9 du Code de la commande publique.

Le DCE de la phase offre comprendra à minima les documents suivants :

1. Le Règlement de la Consultation (RC) de la phase offre, et ses éventuelles annexes,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
3. L'acte d'engagement, et ses éventuelles annexes,
4. L'annexe financière,
5. Le questionnaire visant à apprécier la valeur technique des offres.

Les offres régulières, acceptables et appropriées seront appréciées selon les critères de jugement des offres suivants, afin d'attribuer conformément à l'article L2152-7 du Code de la commande publique, le marché à l'offre jugée économiquement la plus avantageuse :

CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES
CRITERE 1 : Valeur technique
Sous-critère 1.1 : Compréhension du besoin
Sous-critère 1.2 : Moyens humains dédiés à l'exécution des prestations (profils proposés, expériences, expertises notamment)
Sous-critère 1.3 : Adéquation de l'accompagnement proposé aux attentes et enjeux de l'IRSN (adaptation, pertinence, caractère innovation de l'offre, faisabilité de la mise en œuvre notamment)
Sous-critère 1.4 : Modalités de suivi d'exécution des prestations & indicateurs de performance associés (KPI/ROI notamment)
CRITERE 2 : Prix (prestations forfaitaires, unitaires, estimation des couts annexes)

Conformément au 5° de l'article R2144-9 du Code de la commande publique, l'invitation des candidats sélectionnés comprend notamment la pondération ou la hiérarchisation des critères d'attribution du marché.

En application de l'article R2172-30 du Code de la commande publique, l'IRSN négocie l'ensemble des offres initiales remises par les soumissionnaires admis à présenter une offre (à l'exception des offres anormalement basses et inappropriées) et toutes les offres ultérieures en vue d'en améliorer le contenu, à l'exception des offres finales.

L'IRSN se réserve la possibilité d'organiser une ou plusieurs phases successives à l'issue desquelles certains soumissionnaires sont éliminés par application des critères d'attribution définis dans le RC de la phase offre.

La date à laquelle ces négociations auront lieu sera communiquée ultérieurement et après la date limite de remise des offres.

Les convocations à la phase de négociation seront transmises par voie dématérialisée, via PLACE, celle-ci se déroulant soit dans les locaux de l'IRSN au **31 avenue de la Division Leclerc, 92 260 Fontenay-Aux-Roses**, soit en visioconférence (via l'outil TEAMS).

ARTICLE 16. PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT RETENU

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les pièces détaillées ci-dessous dans le délai imparti fixé par l'IRSN, conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique ; les motifs d'exclusion de la procédure de passation étant énoncés aux articles L2141-1 à L2141-10 du Code de la commande publique.

Les attestations qui seront récupérées en automatique et sécurisé auprès des différentes administrations, sans intervention du candidat, ne seront pas redemandées par l'IRSN.

Si le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, ou si des écarts étaient constatés entre l'offre remise initialement, après négociation ou mise au point avec l'IRSN, et l'offre signée, le marché sera attribué au candidat ayant remis l'offre classée en 2ème position (sous réserve qu'il fournisse à son tour les documents demandés).

En cas d'attribution du marché, il sera demandé au candidat retenu de fournir les documents suivants prouvant la régularité de sa situation au regard des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique :

Pour le candidat ayant répondu via le formulaire DUME OE :

- les attestations qui n'ont pas été récupérées via le formulaire DUME, notamment le certificat de congés payés (si le candidat est assujéti au règlement d'une cotisation auprès d'une caisse de congés payés)

ET DANS TOUS LES CAS (Candidature DUME OE ou HORS DUME OE) :

- les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, le cas échéant
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois.

NB : L'attestation de vigilance devra être fournie tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail), l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce, et à jour,
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription

Lorsqu'il est en redressement judiciaire :

- la copie du ou des jugements prononcés.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'IRSN, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

ARTICLE 17. SIGNATURE PAR LE TITULAIRE D'UNE OFFRE REMISE ELECTRONIQUEMENT

L'IRSN impose la signature électronique des documents remis sous forme électronique, selon les modalités prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

La signature des documents est possible dès le dépôt de candidature et de l'offre mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer électroniquement.

ARTICLE 18. NOTIFICATION

La notification du marché s'effectue par voie dématérialisée via la plateforme PLACE.

ARTICLE 19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les questions et/ou demandes de renseignements complémentaires devront être formulées par les candidats directement sur PLACE et devront parvenir à l'IRSN :

avant le 09 février 2021 à 10h00.

Les candidats sont invités à poser leurs questions sur le site www.marches-publics.gouv.fr

ARTICLE 20. MODALITES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 boulevard de l'Hautil, F - 95000 Cergy pontoise,

- Tél : +33130173400,
- Courriel : Greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr,
- Fax : +33 130173459,
- Adresse internet : <http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 21. VOIES DE RECOURS

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-4 et L. 551-10 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ARTICLE 22. ANNEXES AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Annexe 1	Dépôt d'une offre sur PLACE.
-----------------	------------------------------

ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dépôt d'une offre sur PLACE

Préalable à l'utilisation de PLACE

Avant le dépôt de sa proposition, le candidat est invité à tester la configuration de son poste de travail en répondant à une consultation test disponible sur la plate-forme afin de s'assurer du bon fonctionnement de son environnement technique.

Le candidat est également invité à vérifier les informations concernant l'identification de son entreprise et notamment son numéro SIRET figurant sous la rubrique « Compte de mon entreprise ».

Dans le cas où ces informations nécessiteraient d'être mises à jour, le candidat doit les rectifier auprès de l'INSEE pour les entreprises françaises ou directement sur le formulaire pour les entreprises étrangères.

La prise en compte de ces modifications par la plate-forme PLACE peut prendre quelques jours.

1. RAPPEL QUANT AUX MODES DE DEPOT DE LA CANDIDATURE

Le candidat choisit de déposer son offre de manière dématérialisée sur PLACE :

- 1) soit en utilisant le formulaire DUME OE,
- 2) soit en utilisant le mode de réponse standard proposé par PLACE.

1/ Document unique de marché européen (DUME)

* Le DUME Opérateurs économiques (DUME OE) est :

- un document électronique permettant le pré-remplissage par des données existantes du candidat sur la base de son numéro SIRET ou de son numéro de T.V.A. intracommunautaire,
- une déclaration sur l'honneur permettant aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un État de l'Union européenne.

À ce titre, le DUME pré-rempli permet :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS) ;
- D'attester de la souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce.

Le candidat est également invité à consulter le guide d'utilisation à destination des entreprises, disponible dans la rubrique « Aide » de la page d'accueil de la PLACE.

2/ Candidature standard

Le soumissionnaire transmet, à défaut d'avoir opté pour le service DUME, tous les documents requis et énoncés à l'article 12.3 du présent règlement de la consultation.

2. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les candidats qui souhaitent signer leur offre dès son dépôt suivent les instructions ci-dessous.

NB : la signature de l'acte d'engagement (ATTRI1) n'est exigée que de l'attributaire du marché public.

Les plis transmis par voie dématérialisée sont signés au moyen d'un certificat qualifié de signature électronique de niveau avancé, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les opérateurs économiques utilisent une signature électronique conforme aux exigences du règlement n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques eIDAS.

Les formats autorisés pour l'apposition de la signature devront être : PAdES, CAdES, XAdES.

Le cas échéant, sur demande du pouvoir adjudicateur, l'entreprise aura l'obligation de fournir tous moyens utiles afin de vérifier la conformité et la validité du certificat.

Les frais de recours à la signature électronique sont intégralement à la charge du candidat.

3. FORMAT DES FICHIERS

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des fichiers aux formats électroniques suivants : Word (doc, docx), Excel (xls, xlsx), Acrobat (pdf).

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :
Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; Macros ; ActiveX, Applets, scripts, etc.

4. LUTTE CONTRE LES PROGRAMMES INFORMATIQUES MALVEILLANTS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

5. SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La sécurité des échanges électroniques est principalement obtenue par l'utilisation d'un réseau sécurisé. La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis.

6. HORODATAGE

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt est considéré comme remis hors délai.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des offres sont celles données par la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>) à réception des documents envoyés par les candidats.

Le procédé d'horodatage utilisé répond aux normes TSP (RFC 3161). Cette norme inclut une signature garantissant que la preuve constituée par le jeton d'horodatage est opposable. Il peut être vérifié en employant l'outil fourni par la plateforme de dématérialisation ou tout autre outil (par exemple open source) permettant d'analyser ce format standard.

7. ACCUSE RECEPTION DU DEPOT

Après chaque dépôt d'une offre sur PLACE, un message indique au candidat que l'opération a été réalisée avec succès et un accusé réception lui est adressé par courrier électronique, donnant à son dépôt une date et une heure certaines de fin de réception, lesquelles font référence.

L'accusé réception reprend les caractéristiques de la consultation et, dans un fichier au format pdf, la liste des pièces déposées (type et nom du fichier). Cet accusé de réception sert de preuve de dépôt et est opposable au candidat.

Il est donc particulièrement conseillé au candidat de vérifier cette liste afin de s'assurer que toutes les pièces constituant son offre ont bien été transmises.

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par PLACE, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception par courrier électronique signifie que la réponse du candidat n'est pas parvenue à l'IRSN.

8. COPIE DE SAUVEGARDE

Pour pallier toutes difficultés dues à d'éventuelles défaillances de la transmission des offres par voie dématérialisée ou à des programmes informatiques malveillants, **les soumissionnaires peuvent adresser au pouvoir adjudicateur sur support physique électronique (clé USB, CD-Rom, ...), une copie de sauvegarde.**

Cette copie doit être transmise dans les délais impartis pour la remise des candidatures et/ou des offres. Elle doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible de «copie de sauvegarde». A moins que la copie de sauvegarde ne nécessite d'être ouverte, elle est détruite à l'issue de la procédure.

Les copies de sauvegarde seront :

- soit déposées par porteur et remis à l'accueil de l'IRSN, situé 31 avenue de la Division Leclerc, 92260 Fontenay-aux-Roses. En cas de difficulté, il convient de faire appeler par l'accueil le numéro suivant : **01.58.35.94.02**. Elles devront être remises contre récépissé à l'accueil susvisé du lundi au vendredi de 9h00-12h30 et 14h00-17h30 avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent document.
- soit envoyées par correspondance, à l'adresse indiquée suivante :

Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
SG/SAC
A l'attention d'Inès SEKOL
Bâtiment 27 Bureau 130
Boîte Postale n° 17
92262 FONTENAY-AUX-ROSES CEDEX

Le pli devra impérativement revêtir les mentions suivantes :

« RELATIONS PARLEMENTAIRES & INSTITUTIONNELLES
PHASE CANDIDATURE »
"NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER "
Copie de sauvegarde d'une offre électronique

A l'attention d'Inès SEKOL
Bâtiment 27 Bureau 130

« NOM DE L'ENTREPRISE, ET SON ADRESSE »